# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 16 JUIN 1871. 44me Année—Vol. XLIV.



DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS,
VENDREDI MATIN, 16 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Vincent & Co., au No 65 de la rue Bayou-Un choix de lingerie de messieurs, toiles, étoffes de blanc, &c.

Par D. E. Murphy, à 10 heures, sur la Levée, en face de la rue d'Ulloa—300 barriques de foin.

Par G. Valeton, à 11 heures—La pharmacie située rue coin rue Claiborne et Dumaine.

Par Hoffman, Monks & Co., au No 32 de la rue de Chartres—Lingerie, " Nôtions ", articles de coutellerie, &c.

Par Stern frères, au No 16 de la rue de Chartres—Bottes, souliers et brodequins.

ATTENTION!

Voir—Voir—Voyez l'annonce d'encan de M. D. Murphy.

☞ Faites imprimer vos factures, cartes, etc., au "Pélican Printing Office", ouvrage de commerce des rues Camp et Perdido.


## La Protection de la Ville.

Après l'inondation qui vient de couvrir notre sol, pendant près de quinze jours, une grande partie de la Nouvelle-Orléans, il n'est pas besoin de démontrer qu'il y a quelque chose à faire pour protéger la ville contre le retour d'un pareil désastre. Tout le monde est d'accord sur ce point. Mais il y a division sur la nature des travaux à exécuter et sur la manière de les exécuter.

On a pu voir, par le compte-rendu de la séance du Conseil de ville que nous avons publié hier, que M. Flanders s'était proposé sagement toute action précipitée à ce sujet. Les administrateurs agissent comme des enfants en donnerait en s'soupçonner la pureté de leurs intentions, s'ils s'avisaient de conclure, à la légère, un contrat pour des travaux de nature à entraîner une dépense de deux millions et demi, avant de s'être assurés que ces travaux seront efficaces pour le but que l'on se propose, la protection de la ville. Ils manqueraient également à leurs devoirs s'ils concluaient ce contrat à des conditions onéreuses.

Le maire a réussi à faire prévaloir sa demande d'ajournement. Il ne s'en est pas tenu là. Il veut que la question soit pleinement élucidée ; il a donc adressé aux principaux ingénieurs de la ville la lettre suivante :

A Mr. . . . .

Une loi récente de la Législature ordonne la construction d'une levée de protection sur le bord du lac par la Compagnie du Canal du golfe du Mexique, sous la direction du Conseil de ville.

On fait circuler, maintenant des pétitions pour demander l'exécution immédiate de ce travail.

Comme ce sujet soulève des questions très sérieuses de dépense et d'opportunité, et comme le public, sous l'impression produite par l'inondation récente causée par une brèche dans le canal, sera vraisemblablement en faveur de toute mesure de protection suggérée sans discussion et sans information suffisante sur la matière, et comme il est très important qu'on comprenne bien ce que le travail proposé entraînera de dépenses immédiates et de frais permanents plus tard pour l'enlèvement de l'eau de la cuvière derrière le coteau, vous serez obligé de me communiquer votre manière de voir à ce sujet, avec les évaluations que vous pourrez faire et les suggestions que votre expérience et un examen de la question vous fourniront, afin que je puisse publier votre opinion ainsi que la nôtre non seulement auprès de mon maire auprès de la population.

Très respectueusement,

BENJ. F. FLANDERS, maire.

Les réponses à cette lettre nous permettront, il faut l'espérer, d'apprécier en connaissance de cause, les mérites respectifs du plan déjà proposé et des autres systèmes de protection qui pourront être suggérés.

N'ayant pas de connaissances spéciales en pareille matière nous n'avons pas la prétention d'être compétent et nous ne pouvons qu'exprimer une opinion hazardée.

Mais, puisque nous avons à craindre l'inondation du lac aussi bien que celle du fleuve et que nous sommes ainsi placés entre deux dangers, il nous semble, à première vue, qu'il faudrait opérer le drainage de la Nouvelle-Orléans non pas vers le sens du fleuve au Lac, puisque, sous l'influence de certains vents, les eaux du Lac reflueut vers la ville, mais dans la direction du golfe du Mexique, c'est-à-dire ou suivant la pente naturelle des terres et des eaux. Le coteau de Metairie nous paraît être une barrière naturelle entre les eaux du Lac, qu'on pourrait utiliser en la complétant. Il suffirait alors pour intercepter l'accès de la ville aux eaux du Lac de former les deux canaux qui y aboutissent en un système ouvert ou d'écluses.

Mais, comme le dit judicieusement le maire, c'est d'entreprendre un travail de cette importance, il faut étudier la question à fond et sous toutes ses faces et ne prendre de décision qu'après avoir obtenu des ingénieurs les plus compétents, changer ne se représenteront pas d'ici à quelque temps, et quelques semaines de plus ou de moins ne retarderont pas l'exécution des travaux au point de compromettre de nouveau la sécurité de la ville.

## Les mandats métropolitains.

Les lecteurs de l'*Abeille* n'ont pas oublié quelle insistance nous avons soutenu que la loi qui oblige la ville à recevoir en paiement des taxes les mandats métropolitains est inconstitutionnelle. Ce n'est pas l'imbécilité ou la connivence des autorités municipales d'alors que la lutte a été entamée sur cette question a été abandonnée. Il en est résulté que le trésor municipal s'est trouvé bondé de ces mêmes de papier que le Bureau métropolitain a multiplies au-delà des limites du budget annuel voté par lui. On sait ces dépenses payées par la ville pour le profit d'Etat ont dépassé un million.

Aujourd'hui, la question de la réception des mandats métropolitains a pris une nouvelle face.

Il est récente interdit à la ville de les recevoir plus de deux pour cent de taxes d'assiette. Une décision de la Cour Suprême a déclaré que la ville ayant déjà levé cet impôt pour cent pour ses dépenses propres, elle ne pouvait être tenue de payer une taxe spéciale pour les écoles. Le même principe s'applique à la taxe de deux pour les dépenses de la police métropolitaine.

Or, si la ville ne peut lever cette taxe spéciale, elle ne peut être contrainte de recevoir les mandats métropolitains en paiement des deux pour cent de taxes et le produit est destiné à couvrir ses dépenses courantes. La loi qui lui impose cette obligation avait pour but de forcer la ville à lever une taxe spéciale pour payer ces mandats. La nouvelle décision interdisant la levée de cette taxe vient rappelle l'ancienne qui lui est contraire.

L'administration municipale l'a comprise et elle a décidé de ne plus recevoir aucun mandat métropolitain en paiement des taxes ordinaires. Deux de ces mandats, dont le paiement avait été refusé, ont été protestés par un notaire public qui va se représenter devant les contribuables sous son nouvel aspect et l'autorité de la ville. M. Lacey, a été chargé de défendre les intérêts de la corporation.

LE GRAND TIRAGE. — Depuis quelque temps il est sorti beaucoup de gros lots des différents tirages de la loterie de l'Etat de la Louisiane, la veine est en faveur des pauvres. C'est donc le moment de tenter la chance dans la loterie à numéro simples, dont le tirage doit avoir lieu samedi prochain à onze heures au local ordinaire de la Compagnie, en présence du public. Le gros lot de $60,000 doit sortir à son tour et favoriser celui qui aura acheté le numéro. Il y a 30,000 numéros et le prix des billets est de vingt piastres. Outre le gros lot de $60,000 il y a une série de gros lots de $30,000, $20,000, $10,000 et $1,000 et quantité de lots plus petits dont le détail se trouve dans l'annonce à la seconde page.

Avis à tous ceux qui veulent tenter la fortune.

$55.—Pour la modique somme de $55, on peut se procurer la fameuse machine à coudre de Grover & Baker. Elle exécute tous les ouvrages et est garantie pour cinq ans.—Agence, rue du Canal, 123.

Un concierge du faubourg Marigny a attiré, le 26, quelques soldats sous prétexte de les faire boire. Ceux-ci ont été tués par des insurgés restés dans les rangs. Un voisin, se doutant de la chose, a prévenu un officier. On a procédé à des recherches, et les insurgés, ainsi que le concierge, ont été fusillés à leur tour séance tenante.

LLOYD DE L'ALLEMAGNE DU NORD.—Le steamer *Hannover*, ayant été retenu, partira dimanche, 18, à 8 heures du matin, de son quai, devant la rue Jackson, ainsi qu'il est dit dans une annonce qu'on trouvera plus loin. Tous les steamers allemands pour Brême vont par la voie de la Havane et de Southampton et leurs traversées sont on ne peut plus régulières et sûres. Pour passage, s'adresser à Ed. F. Stockmeyer & Co., rue de l'Union No 42.

☞ Dès qu'un rhume se fait sentir, dès qu'une toux se déclare, dès qu'une affection, si légère qu'elle soit, s'annonce dans la poitrine, vite prenez du BAUME PECTORAL AUX NAVETS INDIENS de Laplace, excellent et souverain remède dans les affections des poumons. On le trouve dans les principales pharmacies.

$55.—C'est le prix actuel de la célèbre machine à coudre de Grover & Baker. Elle est la plus répandue en Europe et en Amérique et les personnes qui la possèdent n'ont fait que des éloges.—S'adresser au 132 de la rue du Canal.

## Massacre des Otages.

*Les assassinats de la Roquette.*— Le général Borel a envoyé la dépêche suivante, pour informer le gouvernement des particularités de ce massacre, autant qu'il a été en son pouvoir de les obtenir :

Les personnages de distinction qui ont été fusillés mercredi par la Commune sont: Mgr Darboy, archevêque de Paris ; M. Bonjean, président de la Cour de cassation ; M. l'Abbé Deguerry, curé de la Madeleine ; les P.P. Ducoudray, Clery, Allard, de la Compagnie de Jésus.

Dans la nuit de vendredi à samedi, seize autres personnes paraissent avoir également été fusillées, ce sont : les P.P. Beuzy et Gaubert, de la Société de Jésus ; le P. Olivain, sous-secrétaire de l'archevêque, appartenant aussi à la Compagnie de Jésus ; M. Gard, séminariste ; l'abbé Blanchain ; M. Seiguerey, séminariste ; l'abbé Roneller, missionnaire ; l'abbé Ferry, missionnaire ; l'abbé Sabatier, vicaire de Notre-Dame de Lorrette, et M. Jecker, banquier. Quant à Mgr Maret, grand-vicaire de Paris, on ne sait si sa mort n'a pas été accidentelle ou s'il n'a pas échappé. Il y a eu aussi trois autres personnes fusillées, dont on ne connaît pas les noms.

Les deux premières personnes de distinction ont été fusillées dans la prison, et leurs corps transportés à la mairie du 20e arrondissement ; les seize autres et trente-huit gendarmes ont été emmenés au Parc Lachaise, sous prétexte de les changer de prison, et, arrivés là, ils ont été fusillés. Quatre autres, dont les noms sont inconnus, ont été fusillés samedi. Les victimes s'élèvent donc au nombre de soixante-quatre. Les prisonniers arrivants devaient être fusillés samedi par la Commune, qui avait établi son quartier-général dans la prison, lorsqu'à l'instigation de l'un des anciens geôliers, que la Commune avait gardé à son service, ils se révoltèrent et se retirèrent dans une partie de la prison où ils se barricadèrent et où les insurgés essayèrent de les brûler vifs. Cependant, naturellement de laine les ayant préservés, ils ne furent que très peu brûlés.

Une centaine de soldats, qui étaient restés dans les mains de la Commune lorsque celle-ci s'était emparée de la caserne du Prince Eugène, formaient un bon noyau de résistance, et, samedi, à cinq heures, la Commune, saisie d'une véritable panique, se sauva en emportant avec elle la caisse et dirigeant sa fuite principale vers la mairie du 20e arrondissement.

Il doit y avoir encore dans cette prison : 1o. 100 soldats des hôpitaux, qui ont refusé de prendre les armes pour le service de la Commune ; 2o. 15 ecclésiastiques ; 3o. 54 sergents de ville.

Le directeur de la prison, nommé par la Commune, était un nommé François, demeurant rue de Charonne, No. 30.

Il paraît avéré que la Commune fut prise à la faveur desquels l'un des Pères Dominicains, le P. Roussain, put s'échapper ; il est aujourd'hui rentré à Arcueil.

Les fédérés ramenaient leurs autres captifs à Paris, par la route d'Italie. Ils les firent entrer dans une auberge située près de cette route, et, après les y avoir retenus quelques instants, leur dirent qu'ils étaient libres. P. Captier comprit le sens sinistre de ces paroles, et sortit de l'impasse en récitant une prière. A peine avait-il fait quelques pas, qu'une première balle l'étendit sur le pavé. Le prince : " *Sauvons pour le bon Dieu* " s'écria-t-il ! Bientôt après d'autres balles le frappaient à mort. Douze personnes furent successivement fusillées ; ce sont cinq pères dominicains : les pères Captier, Cotherean, Bourard, Delfosse, Chapelainerie ; cinq professeurs civils, MM. Clerc, Allard, de Gaudemont, cinq domestiques, y compris trois pères de famille dont les femmes, captives à Saint-Lazare, ont pu les voir de la même sorte.

On ne sait ce que sont devenus les autres captifs. Ont-ils été mis à mort, ont-ils pu s'échapper ?

Il était deux heures quand tut commis cet épouvantable crime. A ce moment, les troupes de Versailles n'étaient séparées des insurgés que par quelques barricades solidement défendues. Elles s'élancèrent avec l'impétuosité du désespoir pour sauver les malheureux prisonniers..... Elles ne purent arriver à temps.

Le lendemain, M. le curé de Gentilly fit savoir au curé d'Arcueil qu'il avait reconnu les corps des victimes. Ce dernier les a ramenés à Arcueil, où quelques fidèles, restés au collège, les ont ensevelis sous la direction du père Roussain, si miraculeusement sauvé du massacre !

Les corps du P. Captier et de ses compagnons étaient mutilés et méconnaissables ; ils portaient la trace des plus grands outrages avant d'être percés par les balles de leurs victimes, les fédérés les avaient achevés à coups de crosse et de baïonnette.

Dès lundi matin, les insurgés avaient commencé le pillage du collége d'Arcueil : l'arrivée des troupes de Versailles les a seule empêchés de l'achever. Quant aux cet élèves qui étaient restés au collége, ils ont été saufs, malgré les menaces qu'leur avaient adressées les communeux ; ils sont aujourd'hui sous la direction du P. Roussain, et sous la protection des troupes de Versailles.

Nous ne pouvons rien ajouter au récit de ces horribles massacres. Bornons-nous à dire que le P. Captier, ce prêtre religieux dévoué entre tous, était un homme d'une haute piété et d'une grande charité. Il était le confrère du commandant Quesnot et du citoyen Millière. Ils enmenaient comme otages les six Pères qui habitaient autrefois au collége, plusieurs professeurs et domestiques, en tout vingt-quatre personnes, et les conduisirent au fort de Bicêtre. — Douze sœurs de Saint-Marc, chargées de l'ambulance d'Arcueil et qui avaient passé la nuit précédente à rassembler et à soigner des gardes nationaux blessés, furent également arrachées d'Arcueil, ainsi que tout le personnel féminin du collége et conduites à Saint-Lazare. Depuis ce jour, on n'a pas eu de leurs nouvelles.

Le P. Captier, prieur du collége, et ses vingt-trois compagnons de captivité à Bicêtre, restèrent deux jours sans nourriture, exposés aux insultes et aux menaces incessantes des gardes. On finit par leur faire subir un semblant d'interrogatoire, après lequel il leur fut dit qu'ils étaient reconnus innocents, mais qu'ils seraient néanmoins gardés comme otages.

Le jeudi, 8 mai, les fédérés évacuèrent Bicêtre ; ils relâchèrent un domestique auquel ils remirent un attaché au collége d'Arcueil, et assurèrent leurs autres prisonniers, en leur affirmant qu'une fois arrivés à la barrière Fontainebleau, ils seraient libres.

A la sortie du fort, quelques coups de fusil tirés par maladresse causèrent parmi les fédérés un moment de désordre à la faveur desquels l'un des Pères Dominicains, le P. Roussain, put s'échapper ; il est aujourd'hui rentré à Arcueil.

Les fédérés ramenaient leurs autres captifs à Paris, par la route d'Italie. Ils les firent entrer dans une auberge située près de cette route, et, après les y avoir retenus quelques instants, leur dirent qu'ils étaient libres. P. Captier comprit le sens sinistre de ces paroles, et sortit de l'impasse en récitant une prière. A peine avait-il fait quelques pas, qu'une première balle l'étendit sur le pavé. Le prince : " *Sauvons pour le bon Dieu* " s'écria-t-il ! Bientôt après d'autres balles le frappaient à mort. Douze personnes furent successivement fusillées ; ce sont cinq pères dominicains : les pères Captier, Cotherean, Bourard, Delfosse, Chapelainerie ; cinq professeurs civils, MM. Clerc, Allard, de Gaudemont, cinq domestiques, y compris trois pères de famille dont les femmes, captives à Saint-Lazare, ont pu les voir de la même sorte.

On ne sait ce que sont devenus les autres captifs. Ont-ils été mis à mort, ont-ils pu s'échapper ?

Il était deux heures quand tut commis cet épouvantable crime. A ce moment, les troupes de Versailles n'étaient séparées des insurgés que par quelques barricades solidement défendues. Elles s'élancèrent avec l'impétuosité du désespoir pour sauver les malheureux prisonniers..... Elles ne purent arriver à temps.

Le lendemain, M. le curé de Gentilly fit savoir au curé d'Arcueil qu'il avait reconnu les corps des victimes. Ce dernier les a ramenés à Arcueil, où quelques fidèles, restés au collége, les ont ensevelis sous la direction du père Roussain, si miraculeusement sauvé du massacre !

Les corps du P. Captier et de ses compagnons étaient mutilés et méconnaissables ; ils portaient la trace des plus grands outrages avant d'être percés par les balles de leurs victimes, les fédérés les avaient achevés à coups de crosse et de baïonnette.

Dès lundi matin, les insurgés avaient commencé le pillage du collége d'Arcueil : l'arrivée des troupes de Versailles les a seule empêchés de l'achever. Quant aux cet élèves qui étaient restés au collége, ils ont été saufs, malgré les menaces qu'leur avaient adressées les communeux ; ils sont aujourd'hui sous la direction du P. Roussain, et sous la protection des troupes de Versailles.

Nous ne pouvons rien ajouter au récit de ces horribles massacres. Bornons-nous à dire que le P. Captier, ce prêtre religieux dévoué entre tous, était un homme d'une haute piété et d'une grande charité. Il était le confrère du commandant Quesnot et du citoyen Millière. Ils emmenèrent